

# Au feu!

## Attend-on l'effondrement d'un pont ou d'un viaduc pour réagir à l'état catastrophique de notre réseau routier?

PAUL A. PELLETIER



*L'auteur est le président-directeur général de CAA-Québec.*

Imaginez un instant qu'un incendie se déclare dans un immeuble près de chez vous. Les pompiers sont déjà là avec tout ce qu'il faut. Voilà qui devrait per-

mettre de régler le problème sans trop de dommages. Or, ce jour-là, chacun d'eux a sa vision de l'intervention à favoriser. Et pendant qu'on échange ferme, qu'on se renvoie la balle, le feu court. Les dommages deviennent lourds, la situation tourne presque au point de non-retour. Si cette situation n'a heureusement pas cours dans la « vraie vie », elle décrit par contre assez bien où nous en sommes actuellement avec notre réseau routier.

Le mauvais état de notre réseau routier est une évidence qu'on « ressent » maintenant tous les jours sur les routes. Même si nous

**Même si nous sommes présentement en haute saison à ce chapitre, les nids-de-poule sont désormais présents partout à longueur d'année.**

sommes présentement en haute saison à ce chapitre, les nids-de-poule sont désormais présents partout pour nous le rappeler à longueur d'année. En fait, c'est aujourd'hui de passer sur une portion rénovée d'une route que l'on emprunte qui nous surprend, quand tout à coup les vibrations cessent et que ça

« roule doux »... Qu'on pense par exemple que 38 % des chaussées du réseau routier supérieur du Québec laissent à désirer. Quant aux structures, 43 % nécessitent encore des réparations. Il faut agir.

Si ce qui précède ne suffit pas à vous faire sentir l'urgence, sachez qu'une étude ontarienne réalisée en 1996 affirme qu'entretenir un seul kilomètre de route coûte 1000 \$, le renouveler, 80 000 \$, et le reconstruire si on n'a pas été diligent quant aux opérations précédentes, 250 000 \$. Autre donnée plus qu'inquiétante, il a été établi par le Conseil canadien des ministres responsables des transports et de la sécurité routière que le mauvais état du réseau routier causait jusqu'à 200 décès annuellement et 16 000 blessés sur les routes de l'ensemble des provinces.

### On a ce qu'il faut

Curieusement, les pompiers dont il est ici question ont toute l'eau nécessaire pour éteindre l'incendie qui gruge notre réseau routier. Beaucoup d'argent se trouve en effet du côté du fédéral. Le problème, ce sont les discussions politiques interminables et stériles qui ont eu cours pendant des années avant que le gouvernement fédéral ne finisse enfin par délier les cordons de sa bourse et bientôt retourner une partie de la taxe d'accise sur l'essence. Car jusqu'à maintenant, à peine 5 % du milliard de dollars que versent annuellement les Québécois en taxe d'accise sur le carburant à Ottawa est investi sur nos routes. Voilà qui est pour le moins navrant quand on sait que les surplus de ce gouvernement avoisineront les neuf milliards cette année.

Cela dit, le gouvernement québécois n'est pas en reste non plus. D'abord, il devra, de concert avec les municipalités, établir la façon dont seront réparties sur l'ensemble du Québec ces sommes versées par le fédéral au



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

**Il est important de réaliser que c'est une véritable gangrène qui affecte présentement nos routes. Il ne faut surtout pas attendre l'effondrement d'un pont ou d'un viaduc pour le comprendre et réagir, analyse l'auteur.**

cours des prochaines années, ce qui ne fait pas encore l'unanimité. Et encore faudra-t-il bel et bien consacrer ces sommes à nos nombreuses urgences en transport, qu'on parle des routes ou des infrastructures en transport en commun. Ensuite, le gouvernement québécois peut lui aussi faire son *mea culpa* : seulement 55 % des deux milliards et demi de dollars versés annuellement en taxes routières par les automobilistes sont réinvestis. Un mince point de gagné à ce chapitre : l'ancien ministre des Transports, M. Yvon Marcoux, avait annoncé récemment une injection supplémentaire sur le réseau routier de 100 millions de dollars pour chacune des trois prochaines années. Mais même malgré ce pas en avant, nous sommes toujours loin du compte, et voilà qu'on entend parler de compressions...

Certes, le Québec a son lot d'incendies par les temps qui courent. La santé et l'éducation, par exemple, nécessitent aussi d'importants investissements. Nous en sommes tous très conscients. Il est par contre important de réaliser que c'est une véritable gangrène qui affecte présentement nos routes. Il ne faut surtout pas attendre l'effondrement d'un pont ou d'un viaduc pour le comprendre et réagir. Insidieusement, le Québec est en train de se retrouver avec le réseau routier qu'il avait au moment où fut fondé CAA-Québec. Que sont nos systèmes de santé ou d'éducation sans les routes ? Il faut se poser la question. Parce que, au rythme où se dégrade la situation, le cheval sera sans doute le seul moyen de locomotion à pouvoir survivre à nos routes.